

# ROYAUME-UNI

## Déclaration du Royaume-Uni

### **Assemblée annuelle de la BERD, Sarajevo 2019**

1. Le Royaume-Uni remercie le gouvernement de Bosnie-Herzégovine d'accueillir l'Assemblée annuelle 2019 de la BERD.
2. La BERD est une institution mondiale forte, qui joue un rôle déterminant au sein de l'architecture financière internationale et dont l'action est la démonstration des avantages considérables du multilatéralisme et de la coopération, comme elle l'a prouvé à de multiples reprises par sa capacité à réagir rapidement et efficacement à un certain nombre de crises régionales récentes et par le leadership durable qu'elle exerce dans des domaines fondamentaux, comme la question du changement climatique et la résilience des marchés financiers.
3. Nous nous réjouissons des bonnes performances de la Banque cette année, avec près de 400 nouveaux projets conclus, pour un montant global de 9,5 milliards d'euros, des actifs d'exploitation dépassant les 30 milliards d'euros, et une politique qui met l'accent sur les investissements verts et la mobilisation des investissements privés. Nous accueillons également avec satisfaction la volonté de conserver le budget administratif à un niveau stable en termes réels, et nous réaffirmons l'importance d'une saine gestion financière, et notamment la nécessité de maintenir le ratio coûts/revenus dans les limites convenues en 2017 par les gouverneurs.
4. Forte de l'attention particulière qu'elle accorde au secteur privé et de sa capacité à mobiliser un volume important de capitaux auprès de ce dernier, la BERD joue un rôle fondamental de soutien à ses pays d'opérations dans les efforts qu'ils déploient pour atteindre les Objectifs de développement durable et respecter les engagements pris lors de la COP21. Nous constatons avec plaisir que la BERD poursuit ses activités dans des domaines prioritaires pour le Royaume-Uni, en favorisant notamment la prospérité économique par la mobilisation de capitaux privés, la création d'emplois et une croissance inclusive, tout en renforçant la résilience du secteur financier et en soutenant le développement de centres financiers régionaux.
5. Le Royaume-Uni est prêt à encourager de solides partenariats avec la BERD dans ses pays d'opérations et à apporter les compétences qui sont les siennes dans les secteurs où la Banque intensifie son action, comme l'élaboration d'une réglementation des technologies financières, le développement des compétences numériques, le soutien à une urbanisation durable et la lutte contre les flux de capitaux frauduleux. Nous soutenons la BERD dans son rôle persistant de leader dans le domaine des questions climatiques et nous nous félicitons de sa décision de ne plus financer de projets dans le secteur du charbon. Nous encourageons une fois de plus la Banque à mettre ses opérations en conformité avec l'Accord de Paris (COP21).
6. Nous sommes conscients du travail considérable entrepris depuis l'assemblée des gouverneurs de l'an dernier, en Jordanie, et nous soutenons la Banque dans sa volonté d'accroître ses investissements à moyen terme, à condition que cette montée en puissance se fasse en sélectionnant de nouveaux investissements de qualité et en ouvrant de nouvelles perspectives, par un dialogue sur les politiques à mettre en œuvre pour

améliorer le contexte commercial dans les pays d'opérations. Dans sa recherche de nouvelles opportunités d'investissement, la Banque ne doit pas faire de compromis sur l'additionnalité, la qualité des projets ou la priorité accordée au secteur privé. Nous nous réjouissons par conséquent de la volonté de la Banque de se fixer des objectifs de développement plus ambitieux, en espérant que la barre sera placée encore plus haut à l'avenir.

7. Le Royaume-Uni attend avec impatience le début des travaux d'élaboration du prochain Cadre stratégique et capitalistique, qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée annuelle 2020, à Londres. Nous sommes en particulier favorables à l'examen des orientations stratégiques possibles figurant dans les cinq axes de travail définis dans la Résolution.
8. Nous soutenons l'engagement de la BERD en faveur d'un renforcement de son impact au sein de sa région actuelle d'opérations, tout en privilégiant des investissements de très grande qualité et en s'efforçant de réduire les écarts de transition les plus criants dans les pays aux premiers stades de la transition. Nous espérons que cette politique débouchera à terme sur une baisse progressive des investissements dans les pays au stade avancé de la transition, à mesure que ces écarts s'amenuisent. Comme les années précédentes, nous encourageons vivement la Banque à faire en sorte que tous ses investissements soient décidés à l'aune de critères commercialement solides, dans un souci d'additionnalité maximum par rapport aux autres acteurs du marché, et nous sommes impatients de participer à des débats constructifs sur la manière dont la BERD appréhendera la question de la gradation dans le cadre du prochain Cadre stratégique et capitalistique.
9. Le Royaume-Uni estime qu'il existe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord de vastes perspectives d'opérations fructueuses, et il soutient totalement les préparatifs de la Banque pour étendre ses activités aux pays restants de la région, y compris, à terme, en Irak. La BERD a déjà fait montre de sa capacité à avoir un impact positif dans cette région. Elle doit cependant rester consciente des défis considérables qu'elle devra affronter dans certains nouveaux pays d'opérations potentiels, notamment la difficulté de trouver des projets d'investissement convenables. Nous espérons que la BERD fera profiter toute la région de ses compétences et travaillera aux côtés du Royaume-Uni dans les secteurs de priorité commune, à partir de ce qui est déjà fait, par exemple, en Jordanie, au Liban, en Cisjordanie et à Gaza.
10. Nous sommes également favorables à une étude attentive d'une extension limitée et progressive des activités de la BERD dans de nouveaux pays d'opérations, notamment dans certains pays bien précis d'Afrique subsaharienne. Toute extension doit s'appuyer sur les atouts comparatifs de la BERD en matière de financement du développement, en particulier sa vocation première d'aide au secteur privé et ses capacités de conseil au secteur public. Dans ces conditions, nous estimons que l'étude de la BERD doit porter avant tout sur les pays et les secteurs les plus liés à son actuelle région d'opérations, relativement stables politiquement et dotés d'un secteur privé performant.
11. En examinant les arguments susceptibles de plaider en faveur d'une expansion géographique, la BERD devra montrer en quoi elle peut réellement apporter de la valeur,

en évitant les redondances, dans un système de développement multilatéral de plus en plus complexe. Plus précisément, la BERD doit entièrement examiner l'offre qui est la sienne à la lumière des rôles que jouent déjà des acteurs existants, comme la Banque africaine de développement ou le Groupe de la Banque mondiale. L'étude de la BERD devra prendre en considération les conclusions des discussions sur la recapitalisation de la Banque africaine de développement, ainsi que les axes de travail correspondants, tels que le suivi des conclusions du Groupe de personnalités éminentes et des travaux en cours du Groupe des sages de l'Union européenne.

12. Pour finir, concernant les différentes options à l'étude en matière d'utilisation du capital, notre première priorité doit être une gestion financière, associée au maintien de la note AAA accordée à la Banque depuis des années. S'il est toujours prudent de tenir compte du coût de renoncement de tout investissement entrepris, nous considérons que la BERD, en tant que banque multilatérale de développement performante, proposant des financements non concessionnels et ne nécessitant pas de recapitalisation régulière, reste un excellent placement en termes de rapport qualité/prix pour l'actionnaire britannique que nous sommes.
13. Nous avons hâte de collaborer avec les autres actionnaires et avec la Direction dans le cadre de ces travaux stratégiques. Nous aimerions, en conclusion, souhaiter chaleureusement et par anticipation la bienvenue à tous les gouverneurs et à toutes les délégations qui se rendront à Londres en 2020 pour la prochaine Assemblée annuelle, où nous examinerons, en vue de son approbation, le prochain Cadre stratégique et capitalistique.